

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

refusons l'hypocrisie de la guerre humanitaire

L'opération militaire en Libye menée par l'OTAN a plusieurs objectifs mais sûrement pas celui de sauver sans arrière-pensée le peuple libyen : cette intervention a permis de stopper la contre-offensive du régime mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les vraies raisons qui ont poussé la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis à prendre en main la situation. Nous soutenons les révolutions au Maghreb et au Machrek mais ce n'est pas sous les bombes américaines qu'elles triompheront.

Deux poids deux mesures

Les puissances occidentales ne soutiennent les peuples opprimés que lorsqu'elles peuvent en profiter et il faut avant tout se rappeler que Kadhafi a été accueilli en grande pompe par Sarkozy à Paris en 2007. Que la France a vendu de nombreuses armes aux troupes kadhafistes. Que la première réaction du gouvernement à l'insurrection libyenne a été de développer un discours démagogique de « dangers de vagues d'immigrations de réfugiés » et de renforcer les patrouilles aux frontières de l'Union européenne. Que la liste des dictatures soutenues aujourd'hui par les dirigeants de la France, de l'Union européenne et des États-Unis est longue. Et qu'à côté de cela, la France et les États-Unis laissent Israël opprimer le peuple palestinien, la dictature syrienne abattre des manifestant-e-s sans arme et la monarchie saoudienne le Bahreïn pour y mater la révolte sans lever le petit doigt.

Les raisons de l'intervention

L'humanitarisme des États occidentaux est à géométrie variable et pour cause : ce n'est pas ce qui motive l'intervention militaire en Libye. Depuis le début du « printemps arabe », les puissances

occidentales observent avec inquiétude les chutes successives de leurs meilleurs soutiens dans la région. Mais le démarrage de grèves, comme en Tunisie et en Égypte, et la persistance des mouvements sociaux malgré les concessions accordées par les oligarchies locales font planer le risque pour les impérialismes occidentaux de voir les transitions démocratiques en cours déboucher sur des révolutions sociales.

C'est finalement le risque (bien réel) d'un massacre des insurgé-e-s libyen-ne-s retranchés à Benghazi qui a servi de prétexte pour justifier une intervention militaire. Oui, cette intervention a permis de stopper la contre-offensive kadhafiste. Mais il ne faut pas se leurrer sur les raisons de cet engagement militaire et sur ses suites.

La France est en guerre

Car des suites, il y en aura. La France est désormais en guerre et l'OTAN semble décider à poursuivre l'intervention jusqu'à la chute de Khadafi, évoquant la possibilité de 3 mois de conflits. On est bien loin de la « zone d'exclusion aérienne » initialement demandée par les insurgé-e-s libyen-ne-s. Or une guerre est une guerre, une « frappe aérienne », c'est un bombardement, des « dommages collatéraux », ce sont des victimes

civiles. La résolution de l'ONU ayant autorisé l'intervention militaire interdit toute occupation mais n'exclut pas une intervention terrestre. Comme l'ont montré les invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, la démocratie ne s'exporte pas à coups de canon et les grandes puissances impérialistes justifient toujours leurs interventions par des arguments humanitaires... quitte à laisser derrière elles un champ de ruine. Prenons du recul et ne nous laissons pas bernier : la guerre humanitaire est une hypocrisie. En Tunisie, en Égypte et aujourd'hui en Syrie, les classes populaires ont démontré qu'en étant unies, déterminées et en restant indépendantes des bourgeoisies locales ou étrangères, elles pouvaient faire tomber des dictatures. Ces révolutions montrent la voie à suivre au Maghreb- Machrek comme en France et ailleurs.

Solidarité avec les peuples en lutte pour leur liberté au Maghreb et au Machrek !

Non aux bombardements en Libye !

Retrait des troupes étrangères du Bahreïn !



Le mensuel
disponible
en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

31 mars 2011

